



n°9406/DT

## **ETAT DES STATISTIQUES DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA BALANCE DES PAIEMENTS : diagnostic et propositions**

Décembre 1994 <sup>1</sup>

Partant du constat qu'il ne peut y avoir d'analyse macro-économique sérieuse sans un système d'informations statistiques performant, le projet MADIO se propose d'engager sa réflexion par une première phase de bilan de l'état du système d'informations statistiques portant sur les données d'intérêt général pour le macro-économiste. Au cours de cette phase, différents thèmes seront abordés, dont plus particulièrement : les statistiques de production du secteur moderne, les statistiques économiques sur les ménages, les statistiques de prix à la consommation, les statistiques agricoles, et les statistiques du commerce extérieur. Parallèlement, un travail similaire sera réalisé concernant les modèles macro-économiques appliqués à l'économie malgache.

On rédigera pour chacun de ces thèmes une note, où l'on établira un diagnostic des sources existantes (périodicité, qualité, type d'exploitation possible, etc.), et où l'on présentera un certain nombre de propositions concrètes concernant soit l'amélioration du système en place, soit la mise en oeuvre d'opérations statistiques spécifiques. Toutes ces opérations s'inscriront dans le cadre du "*projet de réhabilitation du système statistique national*" défini par la DGBDE en juillet 1994 <sup>(2)</sup>.

Le document technique ci-après présente un diagnostic des sources d'informations sur la balance des paiements, en particulier sur le commerce extérieur. Nous proposons également un certain nombre d'analyses pour exploiter les données existantes et avoir une appréciation à moyen long terme de l'évolution des échanges extérieurs.

La connaissance de l'évolution du commerce extérieur et de la balance des paiements apparaît en effet particulièrement primordiale compte tenu de la stratégie adoptée par les autorités malgaches depuis le milieu des années 80. La recherche d'une plus grande ouverture vers l'extérieur et les contraintes liées au financement des importations impliquent la nécessité de la maîtrise des informations sur ce secteur pour définir les politiques macro-économiques appropriées.

---

<sup>1</sup>) Ce document a été rédigé par Mireille RAZAFINDRAKOTO, projet MADIO.

<sup>2</sup>) DGBDE, "*Projet de réhabilitation du système statistique national*", Ministère de l'Economie et du Plan, Madagascar, juillet 1994, 126p.

## **I.-DIAGNOSTIC**

Soulignons qu'un diagnostic relativement détaillé du dispositif statistique sur le secteur extérieur a déjà été effectué dans le cadre d'un programme financé par le PNUD pour le renforcement de la capacité de planification et de gestion de l'économie<sup>3)</sup>. Nous nous sommes donc inspirés des analyses déjà faites pour réaliser notre travail. Nos propositions concernant l'amélioration du système d'information statistique rejoignent celles qui ont été émises au terme du précédent diagnostic.

Les données sur le secteur extérieur proviennent principalement de trois institutions : le Ministère des Finances et du Budget (Service Central des Statistiques Douanières), l'Institut National de la Statistique, et la Banque Centrale. D'autres sources peuvent également être mobilisées au sein de Ministères techniques gérant des opérations spécifiques. Nous passerons donc en revue les différentes informations disponibles au niveau de chaque institution.

### **I.1- Le Commerce extérieur**

Il existe deux façons de comptabiliser le commerce extérieur : le Commerce Général et le Commerce Spécial (voir encadré). Le traitement se fait sans distinction entre ces deux types de commerce au niveau du Service Central des Statistiques Douanières. En revanche, le traitement et l'exploitation des données à l'INSTAT ne concernent que le Commerce Spécial.

#### ***Concepts de base sur le commerce extérieur***

##### ***Le Commerce Général***

Cette dénomination inclut la totalité des marchandises qui entrent et sortent du territoire national, à l'exception des transits directs. Tous les produits qui passent par la douane quelle que soit leur destination sont ainsi comptabilisés.

##### ***Le Commerce Spécial***

Les transactions sont classées selon deux régimes :

- du côté des importations (régime C), on retient :
  - . les marchandises déclarées pour la mise à la consommation en provenance de l'étranger ou de zones franches industrielles ;
  - . les marchandises déclarées pour la mise à la consommation à la sortie d'entrepôt en douane ;
  - . les marchandises entrées en entrepôts pour perfectionnement actif ;
  - . les produits pétroliers entrant en usine exercée;
- du côté des exportations (régime E.R.), on retient :
  - . les marchandises d'origine nationale ;
  - . les marchandises sortant d'entrepôt pour perfectionnement actif ;
  - . les réexportations de marchandises importées en libre circulation ;
  - . les produits pétroliers sortant de l'usine exercée pour l'étranger.

<sup>3)</sup> Cellule macro-économique de la primature: "Manuels de procédures du dispositif statistique actuel : Secteur extérieur", PNUD/Programme Cadre pour le Renforcement de la Capacité de Planification et de Gestion de l'économie nationale - Projet MAG/89/001, Août 1993.

Service Central des Statistiques Douanières (Ministère des Finances et du Budget)

Les données provenant des déclarations douanières constituent la principale source d'information sur le commerce extérieur. Ces dernières font l'objet de saisies informatiques régulières (mensuelles) grâce au système SYDONIA<sup>4</sup>. La mise en oeuvre de ce système a commencé au début de l'année 1990, mais compte tenu du délai nécessaire pour la formation des opérateurs de saisies et des utilisateurs, la fiabilité des données enregistrées au cours de la première année n'est pas certaine.

Six bureaux douaniers<sup>5</sup> sur dix-huit disposent de matériel informatique et saisissent directement les déclarations. Toutes les données saisies sont centralisées tous les fins du mois au Service Central des Statistiques Douanières (SCSD). Pour les douze bureaux restant, les déclarations sont directement envoyées au SCSD qui se chargent eux-mêmes de la saisie.

L'existence de bureaux douaniers non informatisés constitue une des failles de ce système. Au retard pris par certains bureaux pour envoyer les déclarations au Service de la douane s'ajoutent le temps nécessaire pour l'acheminement du courrier. De plus, la taille des fichiers (400 Mega-octets par année) rend difficile la manipulation des données, la capacité des micro-ordinateurs utilisés étant limitée. On observe ainsi un délai relativement important avant que les fichiers de données sur le commerce extérieur ne soient disponibles. Notons par exemple qu'actuellement, on dispose des données des bureaux informatisés pour le mois de novembre, mais le dernier fichier complet remonte au mois d'août (soit un retard de trois mois environ). Si on peut estimer que les déclarations enregistrées par les six bureaux informatisés représentent environ 80% des importations, du côté des exportations, une grande partie<sup>6</sup> est déclarée au niveau des bureaux non équipés de micro-ordinateurs, ce qui limite la portée des informations disponibles rapidement.

Soulignons que les premiers fichiers disponibles doivent encore faire l'objet de correction. Ils sont notamment envoyés à l'INSTAT qui, en calculant les prix moyens des différents produits et en les comparant aux prix enregistrés dans les fichiers, essaye de repérer les éventuelles erreurs de saisie. Cette institution renvoie ses remarques au SCSD qui lui-même retourne aux déclarations originales pour vérifier la validité des informations. Les erreurs de saisies sont ainsi corrigées, mais les apparentes aberrations pouvant résulter de fausses déclarations ne font pas l'objet de correction. Une vérification de chaque déclaration par le service des contentieux des douanes est en effet déjà faite avant la saisie. Par ailleurs, il est difficile de conclure sur la véracité ou non des déclarations en se basant uniquement sur les prix. Selon l'origine et la qualité des produits, ces derniers peuvent différer de façon importante.

Compte tenu de la décision de renforcement de la pression fiscale, un retour au service des contentieux est cependant prévu à partir de l'année prochaine pour les cas où des anomalies sont décelées suite aux analyses. Mais si cette étape supplémentaire pourrait

---

<sup>4</sup>) SYDONIA est un logiciel conçu par le CNUCED pour la gestion des procédures douanières actuellement utilisé par une cinquantaine de pays.

<sup>5</sup>) Il s'agit des deux bureaux de la capitale (Ivato et Antanimena) et de ceux des principales villes des autres provinces (à l'exception de Fianarantsoa).

<sup>6</sup>) incluant des produits stratégiques tels la vanille et le café

améliorer la qualité des données, elle rallongerait encore plus le délai nécessaire avant l'obtention d'un fichier définitif<sup>7)</sup>.

L'enregistrement de l'ensemble du processus depuis l'entrée sous-douane des marchandises jusqu'au paiement effectif de la taxe constitue également un des objectifs futurs du système SYDONIA. Cette extension permettrait de saisir les marchandises qui ne font pas l'objet de déclarations ou celles déclarées longtemps après leur entrée effective sur le territoire<sup>8)</sup>. Parallèlement, la prise en compte des cas de désistements après les déclarations (faute de moyens pour payer la taxe) pourrait également permettre d'améliorer la fiabilité des données.

### L'Institut National de la Statistique

La Direction des Douanes constitue l'unique source d'information de l'Institut National de la Statistique. Seules les données concernant les importations de pétrole (de la SOLIMA) proviennent d'une source différente : la Banque Centrale.

Deux systèmes de traitement des données fonctionnent de façon parallèle au niveau de l'INSTAT :

- le premier est utilisé au niveau de la DESAI (Direction de l'exploitation statistique et analyse des informations) grâce à un mini-ordinateur ;
- le deuxième a été récemment installé à la DCI (Direction de la Circulation des Informations). Il s'agit du logiciel EUROTRACE conçu par EUROSTAT.

La DESAI procède à un traitement préalable des fichiers reçus de la Douane. Au cours de cette étape, un contrôle de vraisemblance des données est effectué, entre autres en comparant les prix déclarés aux prix moyens des produits. Une comparaison des données analysées aux séries antérieures est également faite. Les anomalies sont relevées sur une liste envoyée à la Douane pour correction. Dès réception du listing des rectifications de la Douane, ces dernières sont saisies et insérées dans le fichier. Les exploitations et extractions des tableaux ne commencent qu'à la suite de ce processus de contrôle, notamment la séparation des données relevant du Commerce Spécial. La DESAI se charge aussi de l'extraction des données destinées au logiciel EUROTRACE. Cette opération ne se fait qu'une fois les données corrigées.

EUROTRACE est un logiciel de traitement des données sur le commerce extérieur. Il comprend un module de contrôle automatique des données, et facilite les analyses et les sorties de tableaux statistiques. Il a été mis en place en mars 1993, mais il semble que son utilisation reste limitée pour l'instant à la sortie d'un listing des transactions commerciales par produit.

L'exploitation des données est ainsi effectuée essentiellement par l'intermédiaire du premier système. Les informations produites annuellement concernent :

- les exportations par groupe d'utilisation (en volume et en valeur) ;
- les principaux produits exportés (en volume et en valeur) ;

---

<sup>7)</sup> Les remarques de l'INSTAT pour le mois de juin viennent d'être envoyées pour d'éventuelles corrections, soit un retard qui va dépasser les six mois pour la publication de résultats définitifs.

<sup>8)</sup> Ces opérations sont rendues possibles grâce au bon d'enlèvement provisoire

- les importations par groupe d'utilisation (en volume et en valeur) ;
- les principaux produits d'importation (en volume et en valeur) ;
- la valeur des échanges avec les principaux partenaires.

Il est cependant regrettable qu'aucune série longue n'est disponible sur fichier informatique. Des problèmes techniques ont entraîné la destruction des données avant 1991. La reconstitution des séries des années 80 nécessite ainsi le recours aux listing ou aux tableaux agrégés produits périodiquement.

En ce qui concerne le degré de confiance que l'on peut accorder aux informations produites, la régularité, l'exhaustivité du traitement et l'utilisation de système standardisé devrait permettre l'obtention de données relativement fiables. Toutefois, un certain nombre de problèmes subsistent :

- la procédure adoptée pour la rectification des données erronées est source d'erreurs. Les corrections ne se font pas directement sur les données initiales, mais à partir de nouveaux enregistrements d'opérations fictives annulant ou redressant la première saisie (on peut ainsi avoir recours à des flux de signe négatif). Si ces derniers ne sont pas intégrés parmi les données du mois contenant les données à corriger, les résultats sont faussés et des sous-totaux négatifs peuvent apparaître ;
- nous avons déjà évoqué plus haut les difficultés engendrées par l'existence de marchandises déclarées longtemps après leur sortie d'entrepôts douaniers, ou de celles qui ont fait l'objet de déclarations mais qui n'entrent pas effectivement dans le territoire national ;
- Il est par ailleurs difficile d'évaluer les erreurs dues aux fausses déclarations, à la fraude douanière ou aux échanges commerciaux clandestins.

### Ministère du Commerce

L'information des opérateurs économiques intervenant ou cherchant à intervenir sur le marché extérieur constitue l'un des principaux objectifs du Ministère du Commerce dans le cadre de la promotion des exportations. Les données sur le commerce extérieur de ce ministère proviennent essentiellement de l'INSTAT. Il reçoit toutefois le double des déclarations douanières sur lesquelles les prix les plus élevés des différents produits exportés sont régulièrement relevés à titre indicatif<sup>9)</sup>. Il est toutefois regrettable que ces données ne soient pas saisies sous forme de séries chronologiques. Le fichier est en effet mis à jour directement, les données antérieures ne sont pas stockées.

Le Ministère du Commerce met également à la disposition des opérateurs économiques les cours mondiaux des principaux produits exportés par Madagascar. Les sources utilisées sont les différentes publications de "Marchés Tropicaux", de la FAO et d'IFOPECHE pour les produits de la pêche.

Dans le cadre de la promotion des échanges régionaux au niveau de la ZEP<sup>10)</sup>, le réseau TINET est actuellement en cours d'installation. L'objectif de cette opération est l'information sur les opportunités d'échanges au niveau régional. Par l'intermédiaire de ce réseau, on peut avoir accès à une base de données sur le commerce extérieur des différents pays de la ZEP, ainsi qu'à un fichier des entreprises de la région intervenant sur les marchés

<sup>9)</sup> Les prix sont en principe relevés mensuellement, mais la périodicité de l'opération est plus courte (hebdomadaire) si les prix évoluent beaucoup.

<sup>10)</sup> La ZEP : Zone d'Echange Préférentiel, inclut les pays de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique Australe et de l'Océan Indien

mondiaux. Des données sur 6000 produits commercialisés dans la zone peuvent ainsi être disponibles, permettant l'évaluation de la taille du marché et le potentiel commercial pour chaque produit. Malheureusement, les données ne concernent pour l'instant que les années 1988 à 1992, et celles du commerce extérieur de Madagascar ne sont pas encore incluses dans cette base.

### Différents Ministères de tutelle

Pour les produits nécessitant une autorisation spéciale pour les exportations, des informations sont disponibles au sein des différents ministères responsables. Citons en exemple le cas du bois précieux ou des peaux de crocodile relevant du Ministère de l'Agriculture ; le cas des produits miniers qui passent obligatoirement par le Ministère des Mines et de l'Energie. Tous les produits pour lesquels des quotas sont appliqués au niveau international nécessitent également une intervention des ministères pour l'attribution des quantités que chaque opérateur peut exporter. Ces sources d'informations annexes ne font cependant pas l'objet d'exploitation.

### IVAMA (Institut de la Vanille de Madagascar)

Notons enfin l'existence d'une institution spécifique gérant les exportations de vanille. Les informations disponibles ne peuvent cependant être exhaustives puisque tous les opérateurs intervenant sur la commercialisation de la vanille ne passent pas forcément par cet organisme.

Des documents de synthèse sur la vanille sont également élaborés par la Caisse Vanille d'après les autorisations d'exportation.

## **I.2- La Balance des Paiements**

L'élaboration de la Balance des Paiements incombe à la Banque Centrale. Cette institution se charge de collecter l'ensemble des informations nécessaires auprès des différentes administrations. La qualité des données est inégale selon les postes. Elle dépend essentiellement de la nature des relations de la Banque Centrale avec l'institution concernée.

### La balance commerciale

Concernant le commerce extérieur, les données proviennent de l'INSTAT. L'exhaustivité des informations traitées, la régularité et la standardisation des procédures permettent l'obtention de chiffres en principe fiables. Mais, il est difficile d'évaluer avec exactitude la qualité des informations étant donné que les recoupements ne sont pas faits de manière systématique et que les sources annexes ne sont pas toujours complètes.

Depuis l'instauration de l'obligation de rapatriement de 90% des recettes d'exportation, il est par exemple possible de comparer le montant des devises rapatriées avec les données de l'INSTAT. Du côté des importations, les données de la Banque Centrale sur les opérations réalisées dans le cadre du SILI<sup>(11)</sup> constitue un élément de recoupement. Soulignons toutefois

---

<sup>11)</sup> Les chiffres proviennent de fiches remplies par les opérateurs (FRI) centralisées par la Banque Centrale

que la multiplicité des dérogations pour des opérations sans cessation de devises complique les comparaisons possibles.

Notons par ailleurs que l'importance du délai nécessaire pour la production des résultats par l'INSTAT entraîne dès fois les autorités de la Banque Centrale à recourir directement aux données de la Douane.

### La balance des services et les transferts sans contrepartie

Les données concernant ces deux postes sont particulièrement problématiques. Elles résultent en grande partie d'estimations. L'inexistence d'une base réglementaire rationalisant la production et la diffusion des statistiques ne permet pas la disponibilité de données fiables.

Les statistiques entrant dans les rubriques "Frets et Assurances" et "Transports et Voyages" proviennent du secteur privé. Les données sont incomplètes puisque les informations provenant des compagnies d'assurances et des compagnies de transport ne sont pas prises en compte de façon exhaustive.

Le Ministère chargé du tourisme se charge de la production des statistiques correspondantes. Les données sur les flux de touristes sont collectées auprès de la Police des frontières. Ces dernières sont recoupées avec les informations provenant de la Police Nationale, de la Douane et des compagnies aériennes. Si ces données sur le nombre de touristes sont fiables, celles sur les recettes en devises résultantes sont établies à partir d'estimations approximatives. Les relevés d'achat de devises par les banques et les déclarations douanières à l'arrivée des passagers étrangers ne suffisent pas pour mesurer la totalité des transferts. A ces sources doivent s'ajouter les paiements en devises reçus par les agences de voyages, les hôtels et les restaurants. La base de données répertoriant ces établissements n'est cependant pas mise à jour, les informations recueillies ne sont donc pas exhaustives.

Les transferts privés sont particulièrement difficiles à évaluer. Les données produites résultent d'estimations. Les difficultés résultent de l'absence d'un cadre spécifique permettant le suivi régulier de ces opérations. Les sources sont constituées par les différentes banques, mais l'existence de transactions ne passant pas par le circuit bancaire ne permet pas l'exhaustivité des informations collectées. A titre d'exemple, il est difficile d'évaluer de manière exacte les exportations ou les importations sans cessation de devises qui équivalent à des transferts entre l'extérieur et les opérateurs privés.

Les statistiques sur les transferts publics sans contrepartie sont peu fiables compte tenu de l'absence d'un cadre institutionnel bien défini. Les données de base (prévisions de dépenses, prévisions de décaissements, décaissements effectifs) sont collectées directement auprès des bailleurs de fonds. Des informations sont également recueillies au niveau des différents ministères techniques. Les différences de conception dans les terminologies utilisées sont souvent à l'origine d'incohérences entre les données.

### La Balance des capitaux

Les données sur les avoirs extérieurs et les engagements à court terme résultent d'opérations comptables. Ces dernières ne posent pas de difficultés particulières et sont fiables.

La confection des statistiques sur les aides extérieures se fait à partir de documents tels que le PIP (Programme d'Investissements Publics), le rapport d'exécution du PIP et le PDP (Programme des Dépenses Publiques). Les informations contenues dans ces documents ne sont cependant pas complètes. La collecte de données auprès des ministères techniques bénéficiaires des financements ou des différents organismes concernés est nécessaire pour le contrôle et le suivi de l'exécution des projets. L'absence de coordination entre les différentes administrations fait que ces dernières ne sont cependant pas toujours disponibles, et les informations recueillies ne sont pas exhaustives.

L'inexistence d'une base réglementaire pour l'élaboration des statistiques sur les aides extérieures ne permet pas l'obtention de données fiables. Le recours au rapport du PNUD publiant ces informations sur ces transferts devient ainsi nécessaire pour améliorer la qualité des données.

Les informations statistiques sur la dette extérieure sont élaborées par la Direction Générale du Trésor et la Banque Centrale. Les statistiques relatives aux intérêts de la dette qui entrent dans la Balance des Services proviennent de la gestion de la dette dans son ensemble. Deux types d'informations sont produites : les prévisions et les réalisations. Mais, des problèmes de coordination entre les deux institutions entraînent des difficultés pour la mise à jour des données. Les attributions n'étant pas bien définies, le suivi des réalisations (paiements effectifs) n'est pas effectué de façon rationnelle, notamment concernant le service de la dette.

Les données sur les investissements direct étranger restent également imprécises. Elles résultent d'estimations. En effet, il n'existe pas de suivi pour connaître les réalisations effectives des demandes d'agrément des entreprises franches. L'instauration du principe d'accorder les avantages sur la base des résultats annoncés pourrait permettre l'obtention de données fiables.

Soulignons enfin que la Balance des Paiements est actuellement élaborée annuellement en DTS. Les données sur la dette extérieure sont obtenues en devises. En revanche, les statistiques sur le commerce extérieur fournies par l'INSTAT sont en Fmg. La Banque Centrale se charge de les convertir en DTS. La conversion de la Balance des Paiements en monnaie nationale pose des difficultés compte tenu de l'instabilité du taux de change<sup>12</sup>. Des changements de structure importants apparaissent lors des tentatives de conversion en Fmg.

## **II.-PROPOSITIONS**

### **II.1- Amélioration du système d'information**

Des tentatives ponctuelles de recoupement des données de différentes sources ont mis en exergue l'existence de divergences majeures au niveau de certains totaux et sous-totaux.

---

<sup>12</sup>) Pour la conversion, on utilise les taux moyens mensuels, ce qui pose des difficultés lorsqu'il y a des variations majeures entre le début et la fin du mois étudié.



Même entre les informations produites par l'INSTAT et celles venant du Service de la Douane, des différences sont constatées malgré l'unicité de l'origine des données.

Par ailleurs, l'importance du délai nécessaire avant l'obtention des informations définitives constituent un obstacle de taille pour l'analyse et la mise en place de politique macro-économique efficace. Pour récapituler, on peut évoquer principalement trois raisons à l'origine des retards de publication des données sur le secteur extérieur:

- l'insuffisance des ressources humaines et matérielles ;
- la faible coordination entre les différentes institutions concernées ;
- l'absence de règles institutionnalisées sur la collecte et la circulation des informations sur certaines statistiques spécifiques.

La centralisation, le recoupement et l'harmonisation des informations provenant des différentes institutions impliquées dans la gestion de la production statistique pourraient constituer l'objet de groupes de travail qui se réuniraient de manière régulière. Il serait en effet souhaitable que des décisions concrètes soient prises en matière d'harmonisation des données, d'amélioration de la circulation des informations suite aux différents diagnostics qui ont déjà été effectués.

#### Approfondissement du diagnostic sur la fiabilité des données par recoupement des différentes sources

Dans le cadre du projet MADIO, faute de moyens, nous n'envisageons pas d'opérations spécifiques sur les statistiques concernant le secteur extérieur. Nous nous proposons cependant de faire un diagnostic approfondi sur la fiabilité des données du commerce extérieur en essayant de recouper les différentes sources disponibles. Cette analyse débouchera sur une évaluation de l'ampleur des divergences éventuelles entre les différentes sources. Les flux d'échanges enregistrés au niveau de la Douane pourront ainsi être recouperés avec :

- les données de la Banque Centrale sur les opérations dans le cadre du SILI ;
- les achats et les ventes de devises sur le marché interbancaire des devises ;
- les données du Ministère de l'agriculture sur la production des cultures de rente ;
- les données fournies par les principaux pays d'origine ou de destination des échanges (exemple : échanges franco-malgaches).

La fiabilité des estimations faites actuellement sur les investissements directs étrangers peut également être évaluée en les confrontant aux résultats des opérations statistiques sur la zone franche<sup>13</sup>.

#### Constitution d'une base de données sur le secteur extérieur

La constitution d'une base de données sur le commerce extérieur qui soit complète, homogène et relativement détaillée (permettant de constituer des indices), sur les cinq dernières années (1990-1994) est prévue dans le cadre du projet. Ces données serviront de base aux études spécifiques sur la dynamique des échanges extérieurs d'une part, et à la modélisation macro-économique d'autre part.

---

<sup>13</sup>) voir "L'état des statistiques sur le secteur industriel moderne : diagnostic et propositions", document technique n°94002/T, Projet MADIO, décembre 1994

## **II.2- Valorisation des informations existantes**

### *Analyse des principaux déterminants du commerce extérieur*

Des analyses sur des thèmes spécifiques seront menées pour mieux cerner les contraintes et les opportunités liées à l'effort d'insertion du pays dans la dynamique mondiale. La réponse des exportateurs au nouveau contexte économique fera l'objet d'une analyse spécifique :

- ces derniers sont-ils sensibles aux différentes politiques économiques visant à les encourager notamment aux changements des prix relatifs, et à l'évolution du taux de change?
- les produits d'exportation malgache sont-ils compétitifs face aux concurrents extérieurs?
- quels sont les facteurs de blocage qui peuvent expliquer la quasi-stagnation des exportations au cours des vingt dernières années (analyse de la capacité d'offre)?

Etant donné la contrainte de disponibilité des devises pour le financement des importations, on cherchera à étudier la structure et l'évolution de ces dernières. Les principales interrogations auxquelles on cherchera à répondre sont les suivantes :

- quels sont les déterminants du niveau des importations? (rôle des prix relatifs et du taux de change, contraintes de financement)
- quelle est la part des importations non substituables et incompressibles (intrants et investissements nécessaires) permettant un fonctionnement adéquat de l'appareil économique?
- quelles sont les possibilités de substitution par les produits locaux?

Ces études porteront sur la dynamique à moyen long terme du commerce extérieur. On cherchera donc, dans la mesure du possible, à baser notre travail au moins sur les dix dernières années.

### *Les flux d'échanges potentiels au niveau régional*

Compte tenu des contraintes de débouchés des exportations, on peut s'interroger sur la politique adaptée quant à l'orientation géographique des échanges. On constate en effet actuellement une tendance à la constitution de grands groupes régionaux pour favoriser les échanges commerciaux. L'analyse des flux d'échanges potentiels au niveau régional (Afrique Australe, Afrique de l'Est et Océan Indien) peut ainsi permettre de mesurer l'intérêt d'une intégration régionale, sachant qu'une majeure partie des échanges commerciaux de Madagascar se fait actuellement avec les pays industrialisés.

### *Le rôle du secteur extérieur dans l'économie malgache : analyse à partir d'un modèle*

Un travail de synthèse des informations et des résultats dans un cadre global est nécessaire pour apprécier les conséquences de la politique d'ouverture sur l'économie et de dresser les perspectives à moyen terme du pays. Ainsi, le recours à des modèles macro-économiques appropriés permettra d'évaluer notamment l'impact des contraintes de financement des importations et le rôle des investissements directs étrangers<sup>14</sup>.

---

<sup>14</sup>) voir "L'état de la modélisation macro-économique : diagnostic et propositions", document technique n°94007/T, Projet MADIO, décembre 1994.

**Balance des paiements**  
(en millions de DTS)

	<b>1993</b>	<b>1994</b> (prev.)
EXPORTATIONS FOB	337,8	292,9
IMPORTATIONS FOB	-365,0	-399,6
BALANCE COMMERCIALE	-127,2	-106,7
RECETTES DE SERVICES	133,6	136,6
PAIEMENTS DE SERVICES	-319,1	-306,3
Frets et assurances	-58,0	-63,5
Transports et voyages	-57,6	-64,5
Revenus des investissements	-99,3	-80,8
dont intérêts	-96,7	-80,3
Autres services	-104,2	-97,5
SERVICES NETS	-185,5	-169,8
TRANSFERTS PRIVES	81,8	38,3
BALANCE COURANTE	-230,9	-238,1
TRANSFERTS PUBLICS	112,2	106,6
CAPITAUX NON MONETAIRES NETS	-83,6	-91,0
TIRAGES	87,8	53,1
AMORTISSEMENTS	-171,6	-150,1
ENGAGEMENTS A LONG TERME	-10,8	-5,0
INVESTISSEMENTS	11,0	11,0
BANQUES NET	-16,3	19,8
ERREURS ET OMISSIONS	3,0	7,2
BALANCE GLOBALE	-215,6	-195,5
FINANCEMENT	215,6	195,5
DETTES REAMENAGEES	3,7	0,0
PRINCIPAL REAMENAGE	0,0	0,0
INTERETS REAMENAGES	0,0	0,0
REMISE DE DETTES	3,7	0,0
FMI NET	-10,1	-8,5
TIRAGES	0,0	0,0
RACHATS	-10,1	-8,5
VARIATIONS D'ARRIERES	223,6	191,7
RESERVES BCM NET	-1,6	12,3
GAP	0,0	0,0

Source : Banque Centrale, Direction des Etudes, 10 novembre 1994